

COUP DE THÉÂTRE DANS LE GOLFE ARABO-PERSIQUE

Face aux États-Unis, l'Iran s'allie avec la Chine



Alors que le piège états-unien devait se refermer sur le gouvernement des mollahs au prochain sommet de l'Agence internationale de l'énergie, Téhéran s'est sorti de l'impasse et a renversé la donne. L'Allemagne, la France et le Royaume-Uni se sont portés garant du caractère civil des installations nucléaires iraniennes, tandis que l'Iran a confié l'exploitation de son gaz à un nouveau venu dans la région : la Chine. Désormais, Téhéran ne craint plus les menaces de sanctions économiques et peut jouer un rôle en Irak, au Liban et en Palestine occupée.

page 2

Commentaires sur la « libération » de Falloudja

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

La Coalition a imposé la terreur en Irak en martyrisant Falloudja. Braham Salih, vice-Premier ministre kurde, feint de croire qu'il n'y avait pas d'autres solutions contre les « islamistes », tandis qu'Amnon Rubinstein justifie ce carnage. Pour Haifa Zangana, au contraire, les Occidentaux après avoir soutenu Saddam Hussein, soutiennent une nouvelle dictature meurtrière.

page 7

REPÈRE : 13 NOVEMBRE 1974

Karen Silkwood, victime de la mafia nucléaire

En 1974, les lobbies de l'atome dans le monde occidental sont inquiets. Partout, des mouvements anti-nucléaires prennent de l'ampleur et demandent plus de transparence. Aux États-Unis, le très puissant Sierra Club vient de demander une enquête parlementaire sur les pratiques des compagnies privées d'électricité et leur non-respect des consignes de sécurité. À Crescent, dans l'Oklahoma, Karen Silkwood est chimiste à l'usine nucléaire Kerr-McGee. Déléguée syndicale, elle est scandalisée par les risques que courent les ouvriers et mène une enquête sur les nombreux accidents qui ont été cachés au public. Le soir du 13 novembre, elle a rendez-vous avec un journaliste pour une interview. Un véhicule lui barre soudain la route et la percute violemment. Elle meurt dans l'épave de sa voiture tandis que des inconnus embarquent son sac et son carton de dossiers. Le FBI conclura qu'il s'agissait d'un accident... mais enverra quand même trois agents le lendemain matin fouiller son appartement. La société Kerr-McGee était un des principaux financeurs de la campagne du gouverneur de l'Oklahoma. L'affaire sera portée à l'écran par Mike Nichols et Meryl Streep, en 1983. ■



L'AGRICULTURE IRAKIENNE LIVRÉE AUX MULTINATIONALES

Au moment de la journée mondiale de l'alimentation, le 16 octobre dernier, un centre de recherches politiques basé à Bangkok, Focus on the Global South, publiait en collaboration avec une ONG anti-OGM, GRAIN, un rapport examinant l'ordre n° 81 (sur un total de 100) promulgué par le patron de l'Autorité provisoire de la Coalition en Irak, L. Paul Bremer III, avant de quitter le pays. Cet décret impose aux agriculteurs irakiens l'utilisation de semences correspondant aux normes sévères de la convention UPOV afin de moderniser l'agriculture par l'utilisation de semences « de qualité ». Ceci revient en réalité à leur interdire d'utiliser leurs propres semences et garantit de fait un monopole aux multinationales états-uniennes comme Monsanto, Syngenta, Bayer et Dow Chemical. Car avant de s'implanter en Irak, ces multinationales devaient s'assurer que les semences locales ne leur feraient pas concurrence. Désormais, elle vont pouvoir s'emparer du premier maillon de la chaîne alimentaire du pays. Traditionnellement, l'agriculture irakienne s'appuyait sur un système informel domestique pour s'approvisionner en semences, en y consacrant une partie de la récolte et souvent par échange entre zones agricoles. De plus, la constitution irakienne interdisait la propriété privée des ressources biologiques. (Photo : inspection de récoltes irakiennes en 1942) ■

Coup de théâtre dans le Golfe arabo-persique

Face aux États-Unis, l'Iran s'allie avec la Chine

Alors que le piège états-unien devait se refermer sur le gouvernement des mollahs au prochain sommet de l'Agence internationale de l'énergie, Téhéran s'est sorti de l'impasse et a renversé la donne. L'Allemagne, la France et le Royaume-Uni se sont portés garant du caractère civil des installations nucléaires iraniennes, tandis que l'Iran a confié l'exploitation de son gaz à un nouveau venu dans la région : la Chine. Désormais, Téhéran ne craint plus les menaces de sanctions économiques et peut jouer un rôle en Irak, au Liban et en Palestine occupée.



Site d'exploitation de pétrole et de gaz en Iran

Les États-Unis se sont lancés de longue date dans une entreprise de contrôle des ressources énergétiques mondiales. D'une part pour subvenir à leurs propres besoins, d'autre part pour disposer d'un moyen de pression sur les autres pays industriels (doctrine Kissinger). Ils ont logiquement concentré leurs efforts dans la région du Golfe arabo-persique qui recèle les deux tiers des ressources actuellement exploitables.

En 2003, Washington a franchi un pas en envahissant l'Irak qui avait la particularité de détenir des réserves très importantes et d'être désarmé depuis douze ans. Simultanément, ils ont exercé des pressions externes sur l'Iran, le menaçant de sanctions économiques, et internes sur l'Arabie saoudite, encourageant une vague d'attentats.

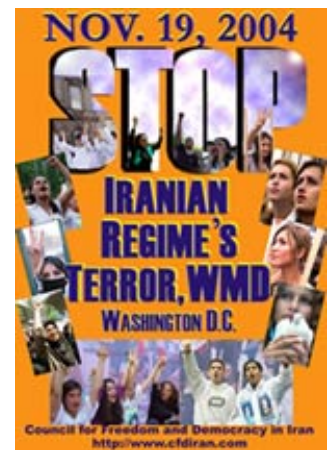
Pour contrôler les hydrocarbures iraniens, les États-Unis entendent placer un

régime à sa dévotion au pouvoir à Téhéran. Ils espèrent y parvenir en combinant des moyens économiques et diplomatiques. Pour ce faire, Washington a patiemment construit un dossier : publications d'argumentaires, création d'associations subventionnées, et jusqu'à la tournée médiatique en Europe de la veuve et du fils du dernier Shah [1].

La stratégie choisie consiste à isoler diplomatiquement l'Iran, puis à lui imposer des sanctions économiques, enfin à jouer sur le mécontentement populaire ainsi provoqué pour susciter un renversement des mollahs. Le prétexte imaginé n'est guère original : l'Iran s'apprêterait à se doter d'armes de destruction massive pour attaquer ses voisins, dont Israël prioritairement. Téhéran est donc accusé de développer un programme nucléaire militaire en contravention avec le Traité de non-prolifération dont il est pourtant signataire.

Compte tenu de la frontière ténue qui sépare nucléaire civile et nucléaire militaire, les activités dans ce domaine sont toujours sujettes à caution. L'Iran utilise la manne pétrolière dont il dispose pour se doter d'installations nucléaires civiles. C'est là une gestion responsable de son économie, mais paradoxalement cela lui est reproché au motif que ceux qui ont du pétrole n'ont pas besoin de nucléaire (un argument que les États-Unis ne s'appliquent évidemment pas à eux-mêmes). Depuis un an et demi, les accusations états-uniennes se multiplient et l'arbitrage de l'Agence internationale de l'énergie (AIEA) est sollicité [2]. Le plan de Washington est un secret de polichinelle.

L'administration Bush I ne devait entreprendre en période électorale aucune action qui s'ajoute à l'intervention en Irak. Mais au lendemain de l'élection présidentielle courue d'avance, elle devait exiger que l'AIEA porte le litige devant le Conseil de sécurité. Puis, le département d'État devait provoquer une escalade en trois temps : une résolution pour exiger de l'Iran qu'il se soumette à l'AIEA, une seconde pour exiger qu'il arrête son cycle de combustible nucléaire, et une troisième pour qu'il arrête toute activité nucléaire de quelque type qu'elle soit [3]. Ne parvenant pas à faire la preuve de sa bonne foi et refusant de céder, l'Iran aurait alors été soumise à de lourdes sanctions économiques, provoquant sa ruine soudaine et des troubles intérieurs jusqu'au renversement du régime.



Une manifestation contre les armes de destruction massive iranniennes sera organisée par les Moudjahidin du peuple le 19 novembre à Washington

La médiation de la Troïka européenne

Pour se prémunir de ce funeste destin, l'Iran a cherché à sortir de son isolement diplomatique et à nouer des alliances. C'est pourquoi elle a sollicité la médiation de la Troïka européenne (Allemagne, France, Royaume-Uni). Les trois pays pouvaient être autorisés à mettre leur nez dans les affaires iraniennes pour attester de la bonne foi de Téhéran et pour l'aider à rompre son isolement, notamment en entrant dans l'organisation mondiale du commerce (OMC). Au passage ils pouvaient faire quelques bonnes affaires, notamment en vendant des locomotives. Le 21 octobre 2003, à l'occasion d'une visite spectaculaire des trois

ministres des Affaires étrangères européens à Téhéran, un accord est trouvé. L'Iran accepte de coopérer totalement avec l'AIEA et même de signer le Protocole additionnel au Traité de non-prolifération. Il s'ensuit une série de rebondissements entre l'AIEA et l'Iran alors que le contexte international se modifie.

En Irak, la Coalition dresse progressivement la population contre elle. Elle ne respecte aucun de ses engagements en matière de reconstruction et de démocratisation. Profitant du vide créé par la chute de Saddam Hussein, l'Iran noue des liens étroits avec la communauté chiite irakienne, puis bien au-delà avec l'ensemble de la résistance. Téhéran joue le plus longtemps possible la carte de la modération et met ce temps à profit pour aider la communauté chiite à se réorganiser.

En octobre 2004, les négociations euro-iraniennes s'accélérent et finissent par aboutir à un nouvel accord, sous forme de moratoire. L'Iran suspend ses activités d'enrichissement d'uranium le temps de négocier avec l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni une procédure garantissant le caractère purement civil de son programme nucléaire. Mais Téhéran se réserve le droit de revenir unilatéralement sur sa décision si la Troïka fait traîner la situation. Plaçant son poids moral dans la balance, l'ayatollah Ali Khamenei, Guide suprême de la révolution, promulgue un décret religieux proscrivant la bombe atomique au nom de l'Islam [4].



N'ayant plus d'argument à disposition pour la réunion de l'AIEA prévue le 25 novembre, les États-Unis lancent immédiatement une campagne de communication.

Dans un article publié le 15 novembre par *US World & News Report*, un officier de renseignement de l'US Air Force affirme que l'Iran avait planifié d'assassiner le chef de l'Autorité provisoire de la Coalition en Irak, L. Paul Bremer III [5]. L'attentat devait avoir lieu le 11 septembre 2003, c'est-à-dire à la date anniversaire des attentats de New York et

Washington. Ce choix signant la responsabilité de Téhéran dans ces attaques que l'on avait à tort successivement attribuées à Al Qaïda et à l'Irak. En outre, les Iraniens subventionneraient l'insurrection irakienne et récompenseraient même chaque meurtre de GI par une prime de 500 \$. Etc.

Les Moudjahidin du peuple, une organisation peu recommandable soutenue par le Pentagone, donne une conférence de presse simultanée à Vienne et à Paris, le 17 novembre [6]. Ils affirment que le Dr Khan, père de la bombe atomique pakistanaise, a vendu de l'uranium hautement enrichi aux Iraniens en 2001 [7]. Une information immédiatement démentie par le Pakistan [8]. Les Moudjahidin accusent également l'Iran de disposer d'un site secret où il conduirait des expériences militaires.

Une nouvelle donne

Cependant deux événements renversent totalement la situation.

Dès le 9 novembre, le ministre de la défense, Ali Chamkani, annonce que l'Iran est mesure de produire en série des missiles Chahab-3 d'une portée de 2 000 kilomètres. Téhéran dispose donc de la possibilité de frapper Israël en cas de conflit armé [9]. Simultanément, l'Iran fournit huit drones au Hezbollah libanais [10]. Celui-ci parvient à en faire entrer un profondément dans l'espace aérien israélien sans qu'il soit intercepté, mettant fin au légendaire contrôle aérien israélien.

Surtout, pendant que Washington observait le manège des Européens, Téhéran négociait ailleurs une alliance de poids. Début 2004, l'Iran a vendu pour 20 milliards de dollars de gaz liquéfié à la Chine. Le 28 octobre, le ministre iranien du pétrole Bijan Namdar Zanganeh a rencontré à Pékin Cheng Geng, le président de la Compagnie nationale des pétroles chinois. Les deux hommes ont finalisé un accord autorisant la société Sinopec à exploiter le gisement iranien du Yadavaran. Les Chinois pourront extraire 10 millions de tonnes annuelles de gaz naturel pendant une période de 25 ans. La valeur de ce contrat est évaluée entre 70 et 1000 milliards de dollars sur deux décennies.

Subitement, la Chine devient le premier client de l'Iran, avec lequel elle n'avait presque aucun commerce l'an dernier. Téhéran abat ses cartes et ne fait plus mystère de son intention de ne pas renouveler ses accords avec le Japon, son principal client jusqu'alors mais vassal des États-Unis, pour se tourner plus encore vers la Chine. La Russie, qui était informée des tractations [11], se réjouit de cette heureuse issue qui répond aux besoins de son voisin chinois qu'elle n'a pu pleinement satisfaire [12]

Les intérêts de l'Iran et de la Chine sont étonnamment complémentaires. Le premier est un grand producteur d'hydrocarbures, lorsque le second est un grand consommateur. La technologie pétrolière et gazière chinoise est rudimentaire, mais les champs du Yadavaran est facile à exploiter. Les deux États ont des zones d'influence distinctes et des relations historiques immémoriales via « la route de la soie ». Tous deux se préparent à un affrontement avec les États-Unis. La Chine était jusqu'ici absente de la région, hormis son implantation au Soudan [13].

Pour Washington, le coup est rude. La Chine et la Russie opposeront leur veto à tout projet de résolution du Conseil de sécurité visant à sanctionner l'Iran. Et même si les États-Unis parvenaient à convaincre les Européens de suspendre leurs relations commerciales avec l'Iran, la mesure serait anodine car compensée par la Chine. En outre, cette nouvelle donne ne manquera pas de renforcer l'assurance des Iraniens dans la région, que ce soit en Irak, au Liban ou en Palestine occupée. Et il faudra désormais compter avec les Chinois au Proche-Orient.

[1] « Les bonnes raisons d'intervenir en Iran », *Voltaire*, 12 février 2004.

[2] « Nucléaire iranien : le piège des États-Unis » par Paul Labarique, *Voltaire*, 19 novembre 2003.

[3] « Les USA tenaient prêt un plan en trois résolutions contre l'Iran », *AFP*, 17

novembre 2004.

[4] « Khamenei : l'arme nucléaire est contraire à l'islam », AFP, 5 novembre 2004.

[5] L'hebdomadaire consacre un dossier spécial aux crimes iraniens : « [The Iran Connection](#) »

[6] « [Les Moudjahidin perdus](#) » par Paul Labarique, *Voltaire*, 17 février 2004.

[7] « Khan a fourni de l'uranium enrichi à l'Iran en 2001, selon l'opposition », AFP, 17 novembre 2004.

[8] « Le Pakistan dément avoir livré de l'uranium à l'Iran », AFP, 17 novembre 2004.

[9] « L'Iran peut produire en masse les missiles chahab-3, affirme un ministre », AFP, 9 novembre 2004.

[10] C'est le journal *al-Sharq al-Awsat* de Londres qui a révélé la provenance des drones.

[11] Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei Lavrov, était à Téhéran les 10 et 11 octobre 2004.

[12] « [La lente construction de l'alliance continentale](#) », *Voltaire*, 25 octobre 2004.

[13] « [Cessez-le-feu au Soudan](#) » et « [Entretien avec Fodel Tijani](#) », *Voltaire* des 12 avril et 14 septembre 2004.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Commentaires sur la « libération » de Falloudja

Analyse

Le vice-amiral Robert R. Monroe plaide en faveur du programme de recherche et développement des « mini-nukes » dans le *Washington Post*. Il récuse l'objection selon laquelle la production d'armes nucléaires tactiques encouragerait la prolifération nucléaire stratégique. Dans son élan, il va même jusqu'à affirmer qu'en fabriquant ces nouvelles armes, les États-Unis œuvrent à la dénucléarisation puisque les « mini-nukes » se substituent à des bombes atomiques de plus grande capacité. Le plus étonnant dans ce sophisme, ce n'est pas le ridicule du raisonnement (nous produisons des armes nucléaires pour limiter le danger nucléaire), mais le fait que l'énoncer suffise à donner bonne conscience à son auteur.

La bataille de Falloudja est finie. La ville a été libérée, nous dit-on. Mais de quelle bataille s'agissait-t-il et de quelle armée d'occupation a-t-on libéré Falloudja ? Le romantisme des mots ne masque pas l'horreur du crime : la Coalition anglo-saxonne a imposé la terreur en Irak en martyrisant une ville de plus, après Samarra, Falloudja.

Le docteur Barham Salih, ancien co-Premier ministre du Kurdistan irakien, regrette dans le *Guardian* qu'on en soit arrivé là. Mais il n'y avait pas d'autres solution que le recours à la force pour pacifier Falloudja. Ce massacre serait le prix à payer pour la tenue d'élections libres. Pour notre part, nous ne comprenons pas bien ce que signifient des « élections libres » lorsque la campagne électorale se résume à exterminer l'opposition.

Amnon Rubinstein justifie dans le *Jerusalem Post* ce carnage en affirmant que la Coalition a détruit le centre du terrorisme islamique dont les horreurs surpassent celles du nazisme et du communisme. Son argumentation est d'autant plus convaincante qu'elle est lapidaire et très chargée

émotionnellement. Elle est construite au moyen d'un enfillement d'amalgames présentés comme des concepts évidents. Ainsi, la résistance nationaliste irakienne est assimilée au « terrorisme islamique », les crimes des nazis sont assimilés à ceux des communistes, la ville de Falloudja est collectivement assimilée au « terrorisme ». Pour étayer l'ensemble, des éléments sont présentés hors contexte et érigés en exemples. Ainsi, il s'indigne à juste titre des enlèvements d'otages, en établissant une distinction entre victimes irakiennes et étrangères, et en confondant enlèvements politiques et crapuleux. Surtout, il occulte l'internement par la Coalition de dizaines de milliers de personnes sans charges contre elles, c'est-à-dire le recours à la prise d'otage à très vaste échelle par les Anglo-Saxons en violation des Conventions internationales.

Pragmatique, le général Wesley K. Clark analyse la bataille de Falloudja dans une longue tribune publiée en première page d'un cahier spécial du *Washington Post*, puis reprise par *Gulf News*. Avec doigté, il souligne que la victoire militaire ne fait pas de doute, mais qu'elle ne sera pas une victoire pour autant. En effet, cette bataille ne pacifiera pas l'Irak et les insurgés, dont le nombre ne cessera de croître en réponse à la bataille, ne manqueront pas de bénéficier d'aide extérieure, notamment de Syrie, d'Arabie saoudite et d'Iran. De fait, alors que l'odeur des cadavres se répand dans Falloudja, déjà les combats se déplacent à Mossoul.

Alan I. Leshner, rédacteur en chef de *Science*, s'inquiète dans le *Boston Globe* des assassinats systématiques de scientifiques irakiens. Certes, la plupart des victimes refusaient de collaborer avec la Coalition et paraissaient sympathiser avec les insurgés, mais leur disparition hypothèque l'avenir même du pays. Il demande donc qu'on assure mieux leur sécurité. Notons que, pour l'efficacité de son propos, M. Leshner ne précise pas que ces scientifiques sont assassinés par des commandos israéliens agissant pour le compte de la Coalition afin de s'assurer que l'Irak ne soit pas en mesure de redevenir une puissance régionale avant longtemps. Cette information, largement diffusée dans le monde, reste ignorée aux États-Unis.

L'artiste irakienne Haifa Zangana relate dans le *Guardian* comment le gouvernement d'Iyad Allaoui, un instant porteur d'espoir, a perdu toute crédibilité dans la population irakienne. Tous ceux qui espéraient la liberté pour leur pays sont désormais réprimés. Les journaux d'opposition sont interdits, les manifestants sont arrêtés et torturés, des villes entières sont bombardées. Après avoir soutenu pendant des décennies la dictature de Saddam Hussein pour lutter contre l'Iran, les Occidentaux soutiennent une nouvelle dictature, toujours au détriment du peuple irakien.

Enfin, dans un long entretien au *Figaro*, l'ancien Premier ministre socialiste français, Michel Rocard, prend position pour le Traité constitutionnel européen et pour l'adhésion de la Turquie à l'Union.

En premier lieu, M. Rocard considère que le rêve des États-Unis d'Europe est mort depuis l'adhésion des Britanniques et, qu'en conséquence, l'Union n'aura jamais de politique étrangère et de défense intégrée. Les États membres préféreront toujours se placer sous la protection des États-Unis pour garantir leur sécurité. Observons que ce raisonnement est moins réaliste qu'il n'y paraît : certains États européens pourront un jour préférer le parapluie nucléaire français à l'états-unien.

D'autre part, transformer l'Union en un club chrétien l'éloignerait des démocraties non-chrétiennes. Alors qu'accepter la Turquie dans une Union de

démocraties ouvrirait une perspective aux démocrates musulmans et isolerait les islamistes. Une analyse qui reprend à son compte comme une évidence l'idée huntingtonnienne que le clash des civilisations serait un projet politique des islamiques, alors qu'il s'agit d'une doctrine stratégique élaborée pour le Conseil de sécurité nationale US.

Réseau Voltaire

Robert R. Monroe

Robert R. Monroe est un ancien vice-amiral de l'US Navy et ancien directeur de la Defense Nuclear Agency.

« Nouvelles menaces, vieilles armes »

Source : Washington Post

Référence : « New Threats, Old Weapons », par Robert R. Monroe, *Washington Post*, 16 novembre 2004.

Depuis 13 ans que la Guerre froide est terminée, l'arsenal nucléaire états-unien, destiné à prévenir une attaque soviétique par la menace, est devenu de plus en plus inadapté pour dissuader une menace plus diversifiée, mais toujours mortelle. Dissuader les États voyous et les groupes terroristes d'utiliser des armes de destruction massive est toujours possible, mais nous devons adapter nos forces nucléaires. Les efforts de l'administration Bush dans ce domaine ont été freinés par ceux qui pensent que les États-Unis devraient se concentrer sur la lutte contre la prolifération. Ils utilisent quatre arguments pour défendre leur opinion :

- ▶ *Les nouvelles armes nucléaires de moindre puissance vont diminuer la distinction entre armes conventionnelles et nucléaires et rendre leur usage plus probable.* Cette affirmation est à la fois fautive et illogique puisque notre objectif est la dissuasion. Les dirigeants d'un État voyou pourraient penser que nous n'utiliserons pas nos armes actuelles contre leurs installations car leur puissance provoquerait trop de morts non-combattants, ainsi, ils poursuivront leur provocation et l'usage d'une bombe sera plus probable. Si nous avions des bombes de plus faibles puissances, ils se sentiraient effectivement menacés.
- ▶ *Les anciennes bombes servaient à la dissuasion, les mini-bombes seront réellement utilisées.* C'est faux, en fait, les anciennes bombes étaient dissuasives car elles étaient adaptées à notre adversaire de la Guerre froide. Il faut faire de même aujourd'hui.
- ▶ *On ne peut pousser les pays à stopper leur prolifération en développant de nouvelles armes nucléaires.* Ce n'est pas incompatible puisque nous sommes une des cinq puissances nucléaires reconnues par le Traité de non-prolifération.
- ▶ *Le développement de ces armes est une violation de l'article 6 du Traité de non-prolifération qui exige que les États nucléaires œuvrent à la dénucléarisation.* La production de ces armes n'empêche pas une dénucléarisation puisque nous avons effectivement cessé la course aux armements avec l'URSS et diminué la taille de notre arsenal. Aujourd'hui nos réalisations servent la dénucléarisation en diminuant l'impact de nos armes.

Barham Salih



Ancien co-Premier ministre du gouvernement régional du Kurdistan irakien, le Dr Barham Salih est vice Premier ministre d'Irak.

« Je regrette qu'il n'y ait pas d'autres moyens »

Source : The Guardian

Référence : « I wish there had been another way », par Barham Salih, *The Guardian*, 16 novembre 2004.

Personne ayant vécu les horreurs du régime de Saddam Hussein ne peut les oublier et c'est pourquoi les élections qui seront organisées en janvier ont tant de soutien dans le pays. Sous Saddam Hussein, une telle élection aurait été une abomination, lui qui torturait ses opposants. Grâce à cette élection, les Irakiens vont pouvoir choisir qui les gouvernera et, plus important encore, comment ils seront gouvernés.

Malheureusement, une petite minorité de loyalistes à Saddam Hussein et de terroristes étrangers veulent priver les Irakiens de cette possibilité par la violence. Leur base est Falloudja où ils se sont installés en terrorisant la population locale. **Iyad Allaoui** et son gouvernement ont fait beaucoup d'efforts pour tenter de parvenir à une solution pacifique depuis des mois. Nous leur avons dit que le processus politique était ouvert à tous ceux qui renonçaient à la violence, mais ils ont rejeté nos propositions car leur objectif est de faire échouer les élections.

Aujourd'hui, organiser des élections est un grand défi, mais il faut le relever car les repousser serait dangereux pour l'avenir. Nous demandons à la communauté internationale de soutenir les Irakiens dans leur lutte contre le terrorisme et l'extrémisme. La bataille de Falloudja ne détruira pas les terroristes, mais elle les privera d'un centre de commandement. La restauration du droit dans cette ville sera une étape dans la restauration de la sécurité.

Amnon Rubinstein



Journaliste et juriste israélien, Amnon Rubinstein est député à la Knesset. Il a été ministre de la Communication (1984-1988) et il est

« Une nouvelle page de brutalité »

Source : Jerusalem Post

Référence : « A new page in brutality », par Amnon Rubinstein, *Jerusalem Post*, 16 novembre 2004.

Le 11 novembre, le *Times* de Londres affirmait que la Coalition avait trouvé des lieux d'exécution d'otage à Falloudja. Le 7 octobre, des zélotes musulmans ont assassiné 32 vacanciers israéliens dans le Sinaï. Le même jour, leurs alliés idéologiques décapitaient Kenneth Bigley et filmaient l'assassinat qui fut diffusé sur Internet. Sur les 150 otages étrangers kidnappés en Irak, 30 ont été exécutés, la plupart décapités et des douzaines attendent de savoir quel est leur

fondateur du Shinui, un parti israélien dont la spécificité est de se définir comme laïque. Il est chroniqueur régulier pour *Ha'aretz*.

sort, y compris les **deux journalistes français** en dépit des promesses de libération prochaine des partis musulmans ou pro-musulmans en France. On ne compte pas les Irakiens kidnappés. Toutes ces victimes étaient des civils. En comparaison des horreurs du siècle passé, les victimes du terrorisme islamique sont peu nombreuses, mais le nouveau barbarisme mérite d'être comparé au précédent. Les meurtriers nazis et communistes tuaient au nom de leur idéologie, pas au nom de Dieu. Ces crimes sont donc un retour aux heures les plus sombres de l'histoire humaine. Les meurtres nazis et communistes étaient cachés, ceux-ci sont arborés fièrement et en ce sens, ils « surpassent » les nazis et les communistes.

Le pire, ce n'est pas les meurtriers, mais le public auquel ces cassettes sont destinées. Pourquoi n'y a-t-il pas de protestation populaire pour dénoncer ces crimes ? Pas de condamnation des religieux ? Les médias occidentaux jouent un rôle dans ce phénomène en présentant ces crimes comme quelque chose de normatifs.

Wesley K. Clark



Le Général Wesley Clark a été commandant suprême des forces de l'OTAN en Europe (1997-2000). À ce titre, il a dirigé les troupes de l'Alliance pendant la guerre du Kosovo. Il a été candidat malheureux à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle états-unienne de 2004.

« La vraie bataille »

Source : Gulf News

, Washington Post

Référence : « The Real Battle », par Wesley K. Clark, *Washington Post*, 14 novembre 2004.

« Winning in Fallujah is just the beginning », *Gulf News*, 17 novembre 2004.

Le général Myers a affirmé que l'assaut contre Falloudja était une « grande réussite » et les dirigeants irakiens ont déclaré que la ville était « libérée ». Toutefois, il sera difficile d'estimer réellement le succès dans cette bataille : il n'y a pas d'armée en uniforme, pas de quartier général, pas de complexe de commandement central à occuper et au finale il n'y aura pas d'abdication. La seule façon de mesurer la victoire, c'est d'évaluer son impact sur le processus politique et diplomatique en Irak. Or, dans ce domaine, nos chances de succès sont très incertaines.

Depuis de nombreux mois, une attaque sur Falloudja est inévitable. Si nous voulons réussir la démocratisation de l'Irak, nous devons avoir avec le gouvernement intérimaire le « monopole » de l'usage de la force. Il ne doit pas y avoir de sanctuaires pour les insurgés et les terroristes. Il ne fait aucun doute que nous gagnerons sur le champ de bataille, mais cela ne veut pas dire que nous allons vraiment « gagner ». Pour cela, il faudrait que cette bataille serve à détruire l'opposition locale de façon permanente, démoralise la résistance et confère une légitimité aux États-Unis. Il faut donc que cette bataille soit une partie d'une stratégie globale.

Il n'est jamais facile de combattre une guérilla urbaine car le terrain annule notre supériorité militaire dans certains domaines. Il faut par ailleurs que notre diplomatie décourage la Syrie d'aider les insurgés, l'Iran de mobiliser les chiites et les Saoudiens de pousser les sunnites à conserver leur domination. Cela nécessite que nous nous concentrons sur l'Irak et que nous remettions à plus

tard la réforme de ces pays. Il faut également chercher une solution au conflit israélo-palestinien qui fournit des recrues aux jihadistes. Plus important encore, nous devons renforcer le gouvernement irakien.

Si ces actions échouent, la victoire militaire à Falloudja est inutile.

Alan I. Leshner



Alan I. Leshner est le PDG de l'American Association for the Advancement of Science et le rédacteur en chef du journal *Science*.

« Sauver la science en Irak »

Source : The Boston Globe

Référence : « Saving science in Iraq », par Alan I. Leshner, *Boston Globe*, 16 novembre 2004.

Le mois dernier à Bagdad, le directeur du ministère irakien des Sciences et Technologies et un de ses fonctionnaires ont été abattus alors qu'ils se rendaient à leur travail. Comme ce type de meurtre advient tous les jours, la presse en parle peu, mais pour la communauté scientifique, ces meurtres sont significatifs. Une attaque contre la science est une guerre dans la guerre pour le futur de l'Irak.

Depuis la chute de Bagdad, il y a 19 mois, les scientifiques et les ingénieurs ont été visés par des assassins avec régularité. Le **département d'État** a lancé un programme prometteur pour transformer les scientifiques du programme d'armement irakien en agent du renouveau, mais face aux violences, ce programme semblé négligé. Saddam Hussein avait bien compris l'importance des scientifiques et il avait beaucoup investi pour cultiver leur loyauté ou frapper ceux qui s'opposaient à lui. Il est impossible de dire combien de ces scientifiques sont restés loyaux à Saddam Hussein ou ont sympathisé avec l'insurrection, mais il est probable que des centaines de scientifiques hésitent à travailler avec les États-Unis car ils ne sont pas certains que Washington est un partenaire fiable.

Les États-Unis ne se consacrent pas assez aux scientifiques irakiens et il n'y a pas non plus assez d'experts scientifiques dans la délégation diplomatique en Irak. La science est un bastion de rationalité et d'éthique dans la société, elle peut servir de contrepoids aux extrémistes et d'éléments de stabilisation.

Haifa Zangana



Haifa Zangana est une romancière et peintre irakienne.

« Ce qui conduit les combattants à se retourner »

Source : The Guardian

Référence : « What drives the fighters in flip-flops », par Haifa Zangana, *The Guardian*, 17 novembre 2004.

Dans un discours faisant écho à celui de **George W. Bush**, Qasim Daoud, le ministre irakien pour la sécurité nationale a affirmée « mission accomplie, Falloudja a été libérée ». Il a fièrement affirmé que 1400 terroristes étrangers ou saddamistes ont été tués, mais il a évité de parler du nombre de civils. Dans le même temps, de Bagdad à Bassora, des milliers d'Irakiens manifestaient en soutien à la population de Falloudja. Beaucoup furent arrêtés, certains furent battus et le gouvernement d'**Iyad Allaoui** a imposé un nouveau couvre-feu. Les militaires états-uniens doivent encore combattre la résistance qui se développe à Nadjaf et à Mossoul. Autour de Falloudja des camps ont été érigés pour accueillir les femmes et les enfants. Les hommes de 15 à 50 ans n'ont pas le droit de sortir de la ville et 150 000 personnes attendent avec angoisse des nouvelles d'un père, d'un mari ou d'un fils. Les images d'exécution d'un blessé sans arme par un Marines prouvent que beaucoup ne survivront pas. Le Croissant rouge affirme qu'au moins 900 civils sont morts pendant les bombardements de la ville et que les punitions collectives à l'israélienne se multiplient. Lors d'un bombardement d'hôpital, 130 civils sont morts, mais Qasim Daoud a présenté cela comme une « opération propre » et le gouvernement affirme que ses opposants refusent le processus démocratique. En 19 mois, les opposants à l'occupation ont manifesté, lancé des pétitions, rédigé des programmes de partis politiques, ouvert des centres de défense des Droits de l'homme ou organisé des cours dans les universités. En réponse, ils sont été ignorés, leurs journaux fermés, les rédacteurs emprisonnés, les manifestants abattus, arrêtés, abusés ou torturés car ils refusaient la présence de forces d'occupation. Le quatrième jour de l'attaque contre Falloudja, des prières communes pour les sunnites et les chiites ont été organisées dans les quatre grandes mosquées de Bagdad, comme lors de la révolte de 1920. Le discours d'Allaoui ne prend plus dans la population. Les gouvernements occidentaux ont soutenu Saddam Hussein contre son peuple pendant des décennies. Ils font la même erreur aujourd'hui et les combattants irakiens se retournent contre eux.

Michel Rocard



Michel Rocard est ancien Premier ministre socialiste français (1989-1991). Il est député au Parlement européen. Proche de George Soros, il est administrateur de l'International Crisis Group et contributeur de Project Syndicate.

« Ne ressuscitons pas le rêve carolingien ! »

Source : Le Figaro

Référence : « Ne ressuscitons pas le rêve carolingien ! », par Michel Rocard, *Le Figaro*, 16 novembre 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

Je ne vois aucune incompatibilité entre l'essence du projet européen et la perspective d'une adhésion éventuelle d'Ankara à l'Union. La candidature turque n'aurait pas été envisageable dans l'Europe à six et il est évident qu'elle ne facilite pas l'émergence d'une cohésion politique en Europe. Cependant, elle constituerait une aide à un début de « détente » en isolant les terroristes du reste de la population et en trouvant des alliés musulmans.

Cela permettrait de s'éloigner de la menace de « choc des civilisations », prophétie de **Samuel Huntington** qu'il cherchait justement à prévenir. Nous en sommes malheureusement très proches avec la réélection de **George W. Bush** qui attise l'antagonisme avec le monde arabe. L'Europe, en intégrant une nation musulmane peut se démarquer de la diabolisation « bushiste » globale du monde arabo-musulman. Malheureusement, nos opinions publiques renâcent visiblement à la perspective de l'adhésion turque, parce qu'elles manquent des outils intellectuels pour en saisir la nécessité. Nous avons le temps d'amener une meilleure compréhension puisque l'adhésion de la Turquie se fera dans 15 ans. Pour cela, il faudra parvenir à concevoir l'Europe autrement que comme des « États-unis d'Europe » imaginaires. Ce rêve est mort dès l'adhésion des Britanniques qui ont rejeté la vision d'une Europe intégrée autour d'un noyau dur.

L'approche anglo-saxonne de l'architecture de l'Union est la cause réelle de la crise de vocation que traverse l'Union, mais lui opposer une Europe des « valeurs chrétiennes » censées parer au lézardement inéluctable de l'édifice n'est pas une solution. Or il est extrêmement dangereux de ressusciter le rêve carolingien et hautement périlleux de promouvoir une idée de l'Europe qui, se pensant comme un « club chrétien », se définirait par opposition aux autres démocraties du monde - et notamment à la démocratie turque. Je pense que nous courrons un risque en refusant l'adhésion de la Turquie et ceux qui dénoncent le « chantage » d'Ankara seraient plus inspirés de s'interroger sur l'autisme croissant de nombreux Européens.

Je regrette que les Européens ne voient pas ce que l'Europe est devenue et soient aveugles devant notre impuissance. Cette impuissance n'a rien à voir avec une quelconque « féminisation » de l'Europe, que **Robert Kagan** a cru pouvoir dénoncer, c'est plutôt d'une illusion présomptueuse de puissance et d'influence que souffrent les « vieux Européens ». Ils ressassent indéfiniment l'inaboutissement du rêve européen, dont la condition symbolique serait le vote de la politique étrangère à la majorité, ce qui a toujours été refusé lors des différents traités. Le drame de l'Europe, c'est que l'Union soit le domaine exclusif de l'argent, du travail, du capital, de l'investissement et de la fiscalité. Rien qui ne suscite l'adhésion. L'Europe n'a pas compétence pour la paix, la

guerre ou la souffrance du monde. Le problème de l'Europe, c'est peut-être qu'elle a d'abord avant tout voulu construire la paix mais pas des actions politiques communes. Après l'échec de la CED, Jean Monnet a pensé que les fonctions régaliennes étaient intransférables. L'histoire de la création d'une arme nucléaire française et la sortie de la France du commandement intégré de l'OTAN sembla lui donner raison.

À partir de 1966, le sentiment qui prévalait chez tous les Etats européens continentaux non nucléaires était que la France passait leur sécurité par pertes et profits et qu'en irritant les États-Unis, en mettant à l'épreuve la nécessaire confiance transatlantique, elle prenait le risque de fragiliser la sécurité européenne. Aucun peuple européen ne voyait sa sécurité reposer sur une autre puissance que les États-Unis. Et, lorsque cinq ou six ans après la chute du mur de Berlin, la France a offert de rentrer dans l'OTAN en évoquant, par la voix de **Jacques Chirac**, la nécessité d'un transfert du commandement Sud sous le contrôle d'un amiral européen, cela a été ressenti comme une provocation déplacée et superflue contre le commandement américain car le président a mal expliqué sa proposition. Il aurait dû plaider qu'avec la fin de la Guerre froide les Américains ne souhaitaient pas forcément être inclus dans les moindres décisions des Européens sur des conflits les concernant (Afrique, Maghreb), comme cela s'était déjà vu en Yougoslavie.

Ces malentendus rendent difficile la constitution d'une politique étrangère commune même si sur de nombreuses questions, comme celle du Proche-Orient, on observe des convergences frappantes. Les vertus d'extension de la paix par osmose sont plus nécessaires que jamais dans le monde d'aujourd'hui. L'avenir pour l'Europe, face au terrorisme en provenance du monde musulman, c'est, contrairement à ce que s'imaginent les « faucons » de Washington, le choix du « soft power » et de l'action stabilisatrice. Donner leur première victoire aux forces de désagrégation européenne en votant « non » à la Constitution, ce serait commettre un geste mondialement dangereux, car contribuant, dans un tel climat, à l'aggravation des haines et des conflits.